

Jean-Marc Laasman: «Des milliers de patients attendent»

MIS EN LIGNE LE 12/10/2017 À 09:28 ✎ PAR FRÉDÉRIC SOUMOIS

Jean-Marc Laasman, directeur des Etudes de Solidaris, estime que cette nouvelle étude doit mener à la fin du moratoire.



Jean-Marc Laasman. © D.R.

Votre étude plaide pour la fin du moratoire sur de nouvelles maisons médicales

C'est la réalité des chiffres : les maisons médicales améliorent l'accessibilité aux soins de santé. Et l'augmentation de leur budget n'est due qu'à l'accroissement des patients abonnés à ces services, pas à de la surconsommation ou un dérapage. Cela reste très réduit comme pratique, 3 % des patients, mais cela fonctionne. Maintenir un moratoire comme le fait la ministre n'est donc pas justifié.

Vous voulez contrer l'audit en cours ?

Non, même si nous trouvons que désigner un cabinet d'audit qui œuvre dans le monde entier pour dégager des marges de profit pour le marché de la santé n'est sans doute pas le meilleur choix pour analyser l'offre des maisons médicales. On aurait dû choisir par exemple le KCE, qui s'était déjà penché sur la question en 2008 et qui avait conclu à l'utilité des maisons médicales. La réalité est que nous sommes d'accord pour réformer la gestion des maisons médicales, cela a été déjà fait et de nouvelles propositions sont sur la table. Examinons-les et levons le moratoire, des milliers de patients,

sans doute 20.000 aujourd'hui, attendent des soins et l'ouverture de nouvelles maisons médicales pour s'y abonner.

La maison médicale est plus présente à Bruxelles et en Wallonie...

Oui, mais la Flandre offre par contre davantage de pratiques médicales de groupe. Soyons clairs : nous ne voulons pas du tout imposer un modèle. Ni laisser entendre que le médecin à l'acte n'est pas une bonne solution. Les différentes formules doivent coexister. On voit bien que la maison médicale permet de faciliter l'accès à ceux qui ne franchiraient pas aisément les portes d'un cabinet médical ou qui éprouvent des difficultés à trouver un généraliste disponible. Dans ce sens, le moratoire imposé par la ministre impacte davantage au sud du pays. Mais je ne veux pas m'engager dans de telles discussions : les chiffres de notre étude montrent que les maisons médicales fonctionnent bien pour donner davantage d'accès, il faut donc permettre aux nouveaux projets d'être installés le plus rapidement possible.

La maison médicale, un bon outil contre la pénurie ?

Cela permet davantage aux praticiens d'intégrer vie professionnelle et de famille, face à la pression de la pénurie. Les dossiers sont partagés, les patients trouvent un médecin à leur demande sans que leur médecin ne doive être tout le temps disponible. Les nouveaux médecins n'entendent plus faire des 60/70 heures par semaine, parfois jusqu'à l'épuisement. Mais les pratiques de groupe en Flandre le permettent aussi. La maison médicale fonctionne, mais c'est un outil parmi d'autres.